

COMPTE RENDU AG DE CONVERGENCE

RÉUNIE LE SAMEDI 9 AVRIL 2011 À LA SOUTERRAINE (CREUSE)

Notre Convergence Nationale a tenu son Assemblée Générale le 9 Avril dans de bonnes conditions : encore merci aux camarades de la Creuse et à l'équipe de La Souterraine qui se sont démenés toute la journée pour nous permettre de bien travailler !

Nous avons eu sur toute la journée environ 70 participants avec beaucoup d'interventions et d'échanges, une introduction riche et très claire de Bernard Teper au débat sur les enjeux de « l'aide sociale face à la perte d'autonomie » (l'expression est plus longue mais nettement meilleure que « la dépendance » parce qu'elle relie d'entrée le problème à la Sécurité Sociale et à ses fonctions !) et une fin d'Assemblée Générale consacrée aux perspectives d'actions et à notre fonctionnement, certes trop brève mais relativement précise dans la définition des tâches immédiates.

La représentation des Collectifs a été comme nous nous y attendions, bien faible, avec beaucoup d'excusés ; c'est aussi le cas, à moindre titre, des organisations amies même si beaucoup nous ont donné l'assurance de poursuivre avec nous le combat pour la reconquête et l'appropriation citoyenne du Service Public.

Représentation de l'Indre et Loire, de la Creuse, de Paris IDF, de l'Ardèche, de Luçon, excuses des Hautes Pyrénées, des Bouches du Rhône, du Val de Saône, du Puy de Dôme, de l'Aveyron, de la Charente ... Et pour les organisations associées, représentation de la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternité de Proximité, de Ecole de proximité, de l'UGFF-CGT, de Solidaires, du Snes, de l'UFAL, des Etats Généraux du SP, de la FASE, du NPA, du Parti de Gauche, des Verts, des Alternatifs, de l'ANECR, des élus locaux du PCF (trois maires-adjoints de La Souterraine, un conseiller général Daniel Dexet ; Marie- France Beaufls, Sénatrice était représentée) du PS (un conseiller Général Roger Bléron, le Président du CG de la CREUSE et Sénateur, Jean-Jacques Lozach, le député maire de Guéret Michel Vergnier), SUD- PTT en la personne de Nicolas Galepides était excusé.

Parmi les participants, beaucoup de syndicalistes en responsabilité de la CGT (retraités, cheminots, postiers, fonctionnaires,) de Solidaires (pôle emploi), de la FSU, des militants d'ATTAC, de l'UNRPA. Il faut aussi saluer la présence d'un des responsables nationaux de « Sauvons la Recherche » qui a fait la demande d'être tenu informé de notre activité.

La situation militante de La Convergence est au cœur de notre réflexion depuis plusieurs mois.

Elle nous impose de mettre en place de nouveaux modes de fonctionnement et de dépasser la contradiction actuelle marquée par une mobilisation et une activité considérables localement, en matière de Services Publics dans tous les secteurs, et une difficulté certaine pour en donner une image nationale et faire exister notre réseau à travers ses diverses fonctions : lieu d'échanges et d'informations sur les multiples expériences de luttes et mouvements, mise en relation entre elles et mutualisation des textes et analyses, et enfin force de propositions et de convergence d'actions.

La discussion du matin a bien reflété la multiplicité des actions contre la dégradation des services public et les difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour accomplir correctement leurs missions.



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Usagers - Salariés - Élus / Associations - Syndicats

Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret

Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)

Courriel : nosfuturs@aliceadsl.fr

<http://www.convergence-sp.org>

CR AG CONVERGENCE (SUITE)

Dans cette situation il s'agit pour nous non seulement de contribuer au développement des résistances à la dégradation mais aussi d'aider à la prise de conscience que dans tous les secteurs où le service public intervient, il y a une stratégie politique visant à le mettre en difficulté pour valoriser des solutions offrant une place au privé, et là où c'est possible, carrément une position prépondérante. Notre axe fondamental est plus que jamais pertinent :

mobiliser POUR PLUS DE SERVICES PUBLICS ET DE BIENS COMMUNS, fonctionnant PLUS DEMOCRATIQUEMENT, de façon à MIEUX REpondre AUX BESOINS SOCIAUX. Souligner la liaison profonde de la résistance sociale avec l'exigence de service public et de biens communs comme un choix de société prioritaire pour toutes celles et ceux qui veulent plus de justice sociale, de liberté, d'égalité, de solidarité, c'est ce que fait l'appel lancé à Tours à l'occasion des Vendémaires d'octobre 2010 par le réseau Résistance Sociale et par le Collectif Convergence d'Indre et Loire, adopté depuis par La Convergence Nationale, et c'est aussi le sens profond du Pacte pour le Service Public issu des Etats Généraux d'ORLY les 29 et 30 janvier 2011.

Nous avons durant 2 heures et demi, à partir de luttes concrètes telles

- les mobilisations dans l'éducation nationale, (la veille de l'AG, 2000 personnes en manifestation à Tulle, Corrèze, sur l'éducation en danger, co organisée par les forces syndicales et les parents d'élèves !)- en Creuse et dans tout le Limousin, comme dans beaucoup d'autres départements, depuis les décisions de carte scolaire qui ont immédiatement suivi les élections cantonales, on ne compte plus les opérations « lycée mort » et les occupations d'écoles,

- l'exceptionnel mouvement autour de la journée nationale du 2 avril pour dénoncer la situation dans le secteur santé et les conséquences dramatiques de la loi Bachelot en matière d'accès aux soins, d'emplois publics dans le secteur public hospitalier, les difficultés financières sciemment provoquées qui étranglent ce dernier, les coûts des soins empêchant de plus en plus les gens de se soigner,

- les actions aussi dans les transports ferroviaires (nous étions à La Souterraine, gare essentielle à la Creuse sur la ligne Paris- Orléans- Limoges-Toulouse),

- la situation à l'Université et dans la Recherche avec l'intervention de Bernard Jusserand.

- à La Poste, confrontée aux premières conséquences du changement de statut, à une politique de l'emploi catastrophique avec suppressions de postes, précarité et management de plus en plus pathogène comme à France-télécom,

- dans divers services d'état touchés par la RGPP ;

et on me pardonnera de ne pas tout citer dans ce débat très riche, nous avons su en gros éviter les litanies descriptives pour aller dans le vif des enjeux, et notamment celui de mettre en mouvement, ensemble, salariés, usagers et élus, repérer et analyser les constantes des choix politiques libéraux et de quelle nature étaient les besoins de changement.

Il est clair que nous sommes aujourd'hui très largement d'accord dans les analyses des situations et des responsabilités, dans l'expression du besoin de service public et de démocratie, mais il nous reste d'énormes chantiers où nous avons à consolider nos convergences sur les missions de service public en matière notamment d'énergie, de modes de financement public, mais aussi de conception du rassemblement pour porter cette énorme question sociale qu'est l'Exigence de Service Public. C'est légitime, ce n'est pas nouveau mais on peut retenir que nous progressons en cohérence dans l'affirmation que si l'on veut vraiment des services publics de qualité et remplissant correctement leurs missions, il y a nécessité de les sortir des logiques de concurrence et que ce n'est pas incompatible, au contraire, avec de la bonne gestion et de l'efficacité sociale.



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Usagers - Salariés - Élus / Associations - Syndicats

Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret

Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)

Courriel : nosfuturs@aliceadsl.fr

<http://www.convergence-sp.org>

CR AG CONVERGENCE (SUITE)

Progrès aussi dans la prise en compte de la dimension européenne et des points précis où de nécessaires clarifications sont urgentes (reconnaissance des services publics et directive garantissant aux états membres le droit de les protéger, mesures antidumping social, renforcement des droits fondamentaux ...)mais aussi avec un certaine perplexité devant l'ampleur de la tâche !

L'après-midi nous avons donc eu un débat sur l'aide sociale à la perte d'autonomie et la sécurité sociale introduit par Bernard TEPER , par ailleurs représentant de l'UFAL à notre AG . Introduction remarquable par sa clarté pédagogique et dont beaucoup lui ont demandé copie informatique ! la note qu'a rédigée Jean- Claude Chailley à la suite,(voir pièce jointe), pour celles et ceux absents à La Souterraine, me dispense d'en rajouter dans un CR déjà bien long mais ce moment et le débat qui a suivi nous a permis de mieux définir notre feuille de route au sujet de la mobilisation indispensable pour l'avenir de notre sécurité sociale, dont il faut absolument préserver le caractère solidaire et retrouver une gestion démocratique au service de la population et non à celui des groupes d'assurance et leurs actionnaires.

Le débat en tout cas a bien mis en évidence le besoin d'une activité d'éducation populaire et de confrontation idéologique sur les notion de solidarité en matière de DROIT à l'autonomie, de santé, de protection sociale, de redistribution des richesses produites. Dans ce domaine méfions- nous de tout ce qui divise les catégories entre elles et multiplient les Caisses.

Nous voulons avec d'autres, contribuer à ce que se lève un mouvement de grande ampleur et un grand débat public sur la sécurité et la protection sociale, au-delà de cette question essentielle de l'Aide à l'Autonomie mais qui n'est qu'un volet de l'ambition sarkozienne d'ouvrir largement les portes du système aux Assurances en général et à sa famille en particulier. Le Président veut aller vite, avant 2012 .Il n'est pas sûr que ces troupes le suivent mais ce doit être un enjeu majeur des choix politiques à venir.

Dans l'immédiat nous avons à décider d'être partie prenante de l'appel collectif qui vient d'être finalisé, à l'initiative d'ATTAC et de la Fondation Copernic mais déjà beaucoup plus large avec un éventail d'organisations syndicales, politiques, associatives.

Au-delà nous avons à construire rapidement notre contribution et nos propositions pour un mouvement unitaire en faveur de la Sécurité Sociale. Nous entendons le faire avec tous nos partenaires et en particulier ceux avec qui nous nous battons depuis longtemps pour un grand service public de santé et d'aide à la personne durant toute la vie.

Je terminerai avec une dernière information sur laquelle notre ami Philippe Richert infatigable animateur CGT-Cheminots des luttes pour le développement de la ligne POLLT , a fait une intervention : nous participons en tant que Convergence, avec des organisations syndicales, politiques, associations et des élus, à la construction d'une coordination des luttes pour le développement du Service Public ferroviaire, voyageurs et frêt, qui réponde aux besoins des populations en terme de droit à la mobilité pour toutes et tous, dans l'égalité, et d'aménagement, équilibré et écologiquement responsable, du territoire. Il y a là un engagement important de notre part et nous appelons tous les collectifs à se sentir concernés.



des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics
Usagers - Salariés - Élus / Associations - Syndicats

Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret
Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)
Courriel : nosfuturs@aliceadsl.fr
<http://www.convergence-sp.org>

CR AG CONVERGENCE (FIN)

Sur le fonctionnement de La Convergence nous avons d'abord décidé de mettre à jour d'une manière précise les adhésions fermes des Collectifs de défense et de Développement des Services Publics à La Convergence (30 euros et plus selon possibilités) ainsi que la liste des associations qui nous soutiennent et le marquent concrètement par le versement d'une participation financière à nos activités.

Nous mettons également à jour une liste de « correspondants « réguliers » avec lesquels nous échangeons mais sans que pour autant le collectif dont ils, elles, font partie soit adhérent à La Convergence.

Je précise dans ce CR les membres de l'ancien CA qui ont décidé de poursuivre leur activité au CA jusqu'à la prochaine Assemblée Générale :

- Christian Nguyen, Pierrette Bidon, (Collectif Creuse) Bernard Defaix (Collectif Ardèche) Michel Jallamion, Jean-Claude Chailley (Paris IDF), Michelle Ernis (St Etienne de Rouvray) Louis Iorio (Bdu Rh)

- Ont intégré le CA Patrick Hallinger (Collectif Indre et Loire) , Janine Vaux (Collectif Corrèze), Georges Dussert (Htes Pyrénées), Claude Améaume (Collectif Creuse).

- Ont fait savoir qu'ils souhaitaient restés dans le CA mais cherchent un nouveau représentant Madeleine Jorand (Val de Saône), Jean-Pierre Bellefaye (Charente)

Nous attendons des nouvelles du collectif Bretagne. Restent à contacter, dans les membres de l'ancien CA pour connaître leur position comme Pierre Pantanella (Collectif Aveyron).

- sont également membres associés pour l'instant Jean-Michel DREVON (Etats généraux du service public), Michel ANTONY (Coordination des hôpitaux et maternités de proximités), Bernard JUSSERAND (Sauvons la recherche), Nicolas GALEPIDES (SUD PTT) et Maurice CHAUVET (Observatoire du service public)

Nous avons pris la décision de renforcer la communication en créant un groupe spécifique à cette fonction (Michel Jallamion, Patrick Hallinger, Bernard Defaix , qui sont beaucoup intervenus antérieurement sur la question, peut-être Janine Vaux sont-ils prêts à y participer et à aider Christian NGuyen dans ce secteur ? Il est d'accord pour continuer à être secrétaire à la condition expresse que fonctionne ce nouveau groupe pour améliorer grâce à un réseau de référents « régionaux », Convergence-Infos et le site.

Reste la question de la trésorerie, Pierrette nous ayant informé qu'elle ne souhaitait plus en être responsable. J'ai formulé la même demande concernant la présidence. Je souscris totalement à la proposition de mettre en place un Exécutif collégial auquel je suis d'accord pour participer dans une phase transitoire jusqu'à la prochaine AG mais il faudra un autre nom à déclarer à la préfecture pour la présidence. Il appartient à 2 ou 3 d'entre les membres du CA de déclarer rapidement leur candidature pour cet Exécutif, 4 me paraissant un nombre maximal raisonnable pour l'assumer.

Excusez-moi d'avoir pris beaucoup de votre temps pour la lecture de ce CR mais nous n'avons qu'une AG dans l'année et les enjeux de celle-ci dans le contexte actuel sont très importants ! Il faut non seulement que cette année 2011 soit bien une année qui compte pour le service public et sa défense mais il faut aussi qu'il constitue un des grands enjeux du débat politique de 2012 ! C'est maintenant, par les mobilisations et la multiplication des débats populaires, que ça se joue !!!

Bon courage !



Pour La Convergence

Bernard Defaix

Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret

Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)

Courriel : nosfuturs@aliceadsl.fr

<http://www.convergence-sp.org>

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics
Usagers - Salariés - Élus / Associations - Syndicats